



**PRÉFET
DE L'INDRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction du développement
local et de l'environnement
Bureau de l'environnement

ARRÊTÉ préfectoral complémentaire du 07 MAI 2025
abrogeant les arrêtés préfectoraux n°2005-10-0208 du 17 février 2005, du 19 septembre
2024 relatifs aux mesures applicables en cas de restriction des usages de l'eau ;
réglementant une consommation annuelle maximum pour la société
HYDRO EXTRUSION LUCE/CHATEAUROUX

LE PRÉFET DE L'INDRE,

Vu le code de l'environnement ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 98-E-2837 du 4 août 1998 autorisant la société HYDROALUMINIUM à exploiter une usine de fabrique de profilés en aluminium à Châteauroux ;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 octobre 2005 définissant des dispositions de restriction des usages de l'eau et des rejets dans les milieux, à appliquer dans l'enceinte de l'établissement exploité par la société HYDRO EXTRUSION LUCE/CHATEAUROUX ;

Vu l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2024 définissant des dispositions définissant des prescriptions relatives aux restrictions des usages de l'eau et des rejets dans les milieux et des dispositions supplémentaires de gestion de crise;

Vu la demande formulée par l'exploitant HYDRO EXTRUSION LUCE/CHATEAUROUX en date du 8 novembre 2024 pour ne pas appliquer les dispositions de l'arrêté préfectoral 19 septembre 2024 ;

Vu la demande formulée par la société HYDRO EXTRUSION LUCE/CHATEAUROUX en date du 17 février 2025 pour abroger l'arrêté préfectoral n°2005-10-0208 du 21 octobre 2005 ;

Vu le courrier d'engagement du 30 janvier 2025 de la société HYDRO EXTRUSION à ne pas dépasser une consommation annuelle de 7000 m³ ;

Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées du 5 mars 2025 ;

Vu le courrier d'envoi du projet d'arrêté préfectoral à l'exploitant du 19 mars 2025;

Vu L'absence d'observation(s) formulée(s) par la société HYDRO EXTRUSION LUCE/CHATEAUROUX sur ce projet d'arrêté ;

Considérant que la société HYDRO EXTRUSION LUCE/CHATEAUROUX n'est plus considérée comme une installation à forte consommation d'eau suite à l'arrêt de sa chaîne de traitement ;

Considérant qu'il y a lieu d'abroger l'arrêté préfectoral n° 2005-10-0208 du 21 octobre 2005 susvisé ;

Considérant qu'il y a lieu d'abroger l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2024 susvisé ;

Considérant la nécessaire mise à jour des dispositions spécifiques prescrites à la société HYDRO EXTRUSION LUCE/CHATEAUROUX pour sa consommation annuelle d'eau ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de l'Indre,

ARRÊTE

Article 1 - Champs d'application

La société HYDRO EXTRUSION LUCE/CHATEAUROUX, dont le siège social est domicilié au 42, rue de la Beauce – 28 110 LUCE (n° SIRET : 44859636100056) est autorisée à exploiter une usine de fabrication de profilés en aluminium sur le territoire de la commune de Châteauroux à l'adresse suivante : 52, avenue Pierre de Coubertin.

La société est tenue de respecter, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance du préfet, les dispositions des articles suivants.

Article 2 - Abrogation de l'arrêté n°2005-10-0208 du 21 octobre 2005

L'arrêté préfectoral complémentaire n°2005-10-0208 du 21 octobre 2005 relatif à des dispositions de restriction des usages de l'eau et des rejets dans le milieu pour la société HYDRO EXTRUSION exploitant à Châteauroux est abrogé.

Article 3 - Abrogation de l'arrêté du 19 septembre 2024

L'arrêté préfectoral complémentaire du 19 septembre 2024 relatif à la mise à jour des dispositions techniques, des prescriptions ainsi que des actions de gestion des prélèvements et rejets de l'eau pour la société HYDRO EXTRUSION exploitant à Châteauroux est abrogé.

Article 4 - Consommation annuelle d'eau

La consommation totale d'eau annuelle de la société HYDRO EXTRUSION à Châteauroux ne dépasse pas 7 000 m³.

Article 5 - Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 181-17 du code de l'environnement, cette décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée, selon les dispositions des articles R. 181-50 du code de l'environnement, au tribunal administratif de LIMOGES, dans les délais prévus à l'article R. 181-50 du même code :

- par le bénéficiaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans l'Indre ou de l'affichage en mairie de l'acte, dans les conditions prévues à l'article R. 181-44 de ce même code. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision. Conformément à l'article R. 181-51 du code de l'environnement, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci par lettre recommandée avec avis de réception au préfet de l'Indre et au bénéficiaire de la décision dans un délai de quinze jours francs à compter de la date du dépôt du recours contentieux.

Le tribunal administratif de Limoges peut être saisi par l'application informatique Télerecours accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Conformément à l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, cette décision peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai, adressé comme suit :

- recours gracieux, adressé à M. le Préfet de l'Indre – Place de la victoire et des alliés – CS 80583 – 36 019 CHÂTEAUROUX CEDEX ;
- recours hiérarchique, adressé à Mme la Ministre de la Transition écologique, de l'énergie, du climat et de la prévention des risques, Grande Arche de La Défense - paroi sud / Tour Sequoia, 92055 La Défense.

Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.

Conformément à l'article R. 181-51 du code de l'environnement, l'auteur du recours administratif, s'il s'agit d'un tiers intéressé, est tenu, à peine de non prorogation du délai de recours contentieux, de notifier celui-ci par lettre recommandée avec avis de réception au préfet de l'Indre et au bénéficiaire de la décision dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi dudit recours administratif.

La notification du recours au préfet de l'Indre et au bénéficiaire de la décision est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

Article 6 - Notification et publicité

Le présent arrêté est notifié à la société HYDRO EXTRUSION LUCE/CHATEAUROUX.

Une copie est adressée au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre-Val de Loire.

Conformément à l'article R. 181-44 du code de l'environnement et en vue de l'information des tiers :

- ↳ une copie de cet arrêté est déposée dans la mairie de Châteauroux et peut y être consultée ;
- ↳ un extrait de cet arrêté est affiché dans la mairie de Châteauroux pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins des maires ;
- ↳ l'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans l'Indre pour une durée minimale de quatre mois, à l'adresse suivante :

<https://indre.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement/I.C.P.E/Dossiers-d-autorisation-ICPE>

Article 7 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de l'Indre, le maire de la commune de Châteauroux, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Préfet et par délégation,
la Secrétaire Générale,


Nadine CHAÏB